

gratuite pour mon frère, et ensuite parce que les bouffons ne sont pas pris au sérieux, mais...

M. L'ORATEUR: L'honorable député a parlé quarante minutes.

M. W. J. LOUCKS (Rosetown): Monsieur l'Orateur, à titre d'agriculteur et de représentant d'une circonscription agricole, je suis heureux de féliciter le ministre des Finances, d'abord à cause de la commission royale sur les banques et la monnaie, et ensuite pour la caisse de stabilisation qu'annonce son exposé budgétaire. Je traiterai de celle-ci durant quelques instants. Je comprends que certains honorables députés de l'Est s'imaginent que les représentants de la région du blé ne s'intéressent pas autant à tous les treize produits mentionnés dans la proposition, mais je puis assurer la Chambre qu'ils m'intéressent beaucoup, principalement ce qui concerne l'industrie du bétail et des porcs. A quatre milles de chez moi, j'ai un voisin qui engraisse plus de 200 animaux, qui doit être content de voir que le gouvernement se propose de constituer une caisse de stabilisation. Imaginez ce que représente pour lui au printemps la livre sterling à \$4.60 avec plus de 200 têtes de bétail. Je suis donc heureux d'approuver cette partie du budget. Je n'énumérerai pas tout ce qui est mentionné et qui se rapporte aux produits agricoles.

Cela démontre qu'après toutes les critiques qu'on lui a adressées, notre gouvernement comprend que pour venir à bout de la dépression il faut commencer par l'agriculture. Il commence par ces produits. Certains honorables députés ont critiqué parce que la stabilisation ne s'appliquera pas à tous les produits. Pourquoi ce reproche? C'est un bon commencement. Le projet comprend des produits cultivés dans toutes les parties du pays, et l'établissement même de cette caisse ne prouve-t-il pas que le Gouvernement comprend que le moyen de traverser la crise c'est d'aider nos industries essentielles.

L'honorable député de Winnipeg-Centre-Nord (M. Woodsworth) n'est pas à sa place, mais s'il se souciait un peu plus de l'agriculture, la solution du problème du chômage le désespérerait peut-être moins, car l'agriculture restaurée fournirait de l'emploi à un bon nombre. Je ne crois pas exagérer en disant que si, dans la Saskatchewan, nous pouvions simplement revenir aux conditions d'autrefois et obtenir un prix raisonnable pour le blé que nous produisons, nous pourrions nous occuper de 100,000 chômeurs. Cela compterait et, quand on s'arrête à penser qu'il y a neuf provinces et que des liens doivent exister entre leurs habitants et leurs situations, on peut facilement mesurer tout ce que nous pourrions faire pour mettre

[M Gobeil.]

fin au chômage et rétablir l'agriculture dans ses conditions normales. Je crois que nous nous acheminons maintenant dans la bonne voie.

Nous sommes à faire une enquête sur la question du lait. Je constate que l'honorable représentant de Brome-Missisquoi (M. Pickel) vient justement de sortir, mais je me rappelle qu'au commencement de la deuxième partie de la session il a proposé un projet de résolution tendant à diviser le comité de l'agriculture, séparer l'Est de l'Ouest, parce qu'il était convaincu que l'Ouest ne s'occupait exclusivement que de la culture du blé. Il doit savoir clairement, maintenant, que l'Ouest est aussi intéressé que toutes les autres régions du Canada dans la culture générale. A titre de membre du comité de l'agriculture, — ce n'est pas un rapport que je fais ici, — je puis dire que nous avons entendu des observations qui ont été de véritables révélations. A la suite de tout ce que l'on a exposé au comité, je me demande comment le cultivateur qui s'occupe des produits laitiers peut se maintenir. Quand, comme l'a affirmé au moins un témoin, un homme peut se lancer dans ce commerce avec une vieille voiture et un cheval et réussir à devenir multimillionnaire, tandis que les cultivateurs font faillite, il est temps que nous nous mettions à l'œuvre et que nous cherchions les causes de cet état de choses.

Je suis d'avis, je le dis ici, qu'avant de terminer cette enquête nous devrions également nous occuper des fabriques de conserves de viandes. J'aimerais voir une enquête sur le marché des bestiaux car on y trouvera certainement des questions qui demandent à être étudiées. Avant mon départ pour venir ici, on me dit que le parc à bestiaux de Saskatoon vendait le foin au prix de \$40 la tonne et l'avoine hachée \$40 aussi, quand on sait que l'avoine se vend 10 cents le boisseau et que le prix du foin est bien bas. Dans ce parc à bestiaux on exige le même prix que celui que l'on a établi au début des opérations. Comme le prix du blé a considérablement baissé, les cultivateurs s'occupent de plus en plus de la culture mixte et font des envois plus nombreux aux parcs à bestiaux. Je suis convaincu qu'avant de terminer cette enquête nous devrions examiner aussi la question de savoir pourquoi l'intermédiaire de ce temps-ci, à notre avis, exploite les cultivateurs.

Je veux parler du taux d'intérêt pour les prêts au cultivateur. J'appuie de tout cœur la suggestion déjà faite ici que les taux d'intérêt devraient être réduits, car le cultivateur de l'Ouest se trouve incapable de payer les frais d'intérêt qui s'accumulent et augmentent sa dette. J'ai passé vingt-huit ans dans cette région et je n'ai jamais pu emprunter de l'ar-